

Wolfgang Schroeder: IG Metall pour un Etat social plus équitable

« L'Etat social doit évoluer. Le *statu quo* n'est plus tenable : il ne permet ni de répondre aux défis actuels ni encore moins d'assurer la pérennité du système ». C'est en ces termes que W. Schroeder, responsable du Département Politique sociale d'IG Metall, nous expliquait dans un entretien (voir REA 69/04) la nouvelle orientation de son syndicat dans le champ social. A cet effet, IG Metall (2,4 millions d'adhérents) avait organisé à Berlin, les 6 et 7 avril 2005, un Congrès sur l'Etat social rassemblant quelque 600 participants. Ce Sozialstaatskongress, premier du genre, a été l'occasion de dresser le bilan des mutations structurelles intervenues depuis les années 1970 et de leur impact sur l'avenir du modèle social allemand. Lieu d'analyse et de réflexion collectives, il n'avait pas pour objectif de définir un programme d'action syndicale.

Le pivot des réflexions était le constat suivant: la politique conventionnelle en matière de salaires et de temps de travail (Tarifpolitik) s'est transmuée au fil du temps en « une sorte de réserve de flexibilité pour la politique menée en matière de protection sociale », comme le formule le syndicat. En d'autres termes, la Tarifpolitik a changé d'approche: elle tend désormais à intégrer la rémunération indirecte au détriment de la rémunération directe, comme on peut l'observer par exemple dans la hausse du temps de travail sans compensation salariale (voir REA 68/04) mais avec, en contrepartie, une offre de prestations de protection sociale (par exemple l'accès aux régimes de retraites d'entreprise ; voir REA 70/05.). L'orientation de la politique contractuelle des partenaires sociaux a subi une profonde inflexion : elle intègre désormais le facteur des coûts salariaux annexes.

C'est là une réponse aux transformations du contexte dans lequel évolue le modèle social allemand (vieillesse démographique, mutations du travail, globalisation, européanisation). L'action menée sur le seul champ des revenus salariaux atteint cependant ses limites et appelle une approche plus large. Le premier syndicat allemand à thématiser cette inflexion est IG Metall, dont le Sozialstaatskongress visait à sensibiliser ses adhérents à une refondation de son action revendicative autour d'une approche désormais globale du champ social. Nous avons demandé à W. Schroeder, dont le département a piloté le Congrès, de nous exposer les positions développées par son syndicat. Voici, résumées en 11 points, les orientations officielles d'IG Metall pour une réforme du modèle social allemand et la réalisation d'une Europe sociale. (IB)

[Introduction à l'article de Wolfgang Schroeder : **IG Metall pour un Etat social plus équitable**, paru dans *Regards sur l'économie allemande* n° 72, juillet 2005)